

REFLEXIONS SUR LA CRISE ECONOMIQUE: ELEMENTS D'UNE APPROCHE
HOLISTIQUE DU DEVELOPPEMENT EN REGION PERIPHERIQUE

Simon Dufour

Edition: Groupe de Recherche et d'Intervention Régionales
Document de travail no. 4.
Avril 1984

REFLEXIONS SUR LA CRISE ECONOMIQUE.
ELEMENTS D'UNE APPROCHE HOLISTIQUE
DU DEVELOPPEMENT EN REGION PERIPHERIQUE.

Les éléments de réflexion que je vais vous proposer sont partiels et situés: ils représentent le point de vue d'un travailleur solidaire de beaucoup d'autres, qu'ils soient sur le marché du travail ou sans emploi. Ce n'est pas un point de vue d'expert en économie, mais davantage le partage du fruit de ma réflexion à partir de mon expérience de la crise économique, et du dialogue que j'ai eu avec beaucoup de gens avec qui j'ai pu être en contact au cours des dernières années. Mes remarques vont être regroupées en cinq points:

- Comment nous expérimentons la crise, et certaines attitudes courantes qui sont stériles...
- Eléments d'analyse pour une action lucide
- Les avenues libératrices constituent un processus complexe
- Situer les diverses interventions dans le cadre d'un processus de développement endogène...
- Retrouver les racines révolutionnaires de notre héritage de foi

1- Comment nous expérimentons la crise et indication de certaines attitudes qui sont stériles?

1.1- La crise est extrêmement mêlante. Nous sentons et voyons beaucoup d'effets de la crise: notre gérant de banque ou autre qui nous annonce en renouvelant l'hypothèque, que nous aurons 100\$ de plus à rembourser par mois à cause de la hausse des taux d'intérêts; un ami, une connaissance qui nous informe qu'il vient de perdre son emploi; les entreprises qui ferment, les faillites, etc... Tous ces effets sont le lot de notre vie quotidienne, mais nous ignorons d'où ça vient: les pouvoirs plus proches de nous que nous arrivons à identifier nous apparaissent très tôt comme les marionnettes de d'autres pouvoirs qui demeurent obscurs... On ne peut identifier clairement le pouvoir qu'on sent par ailleurs en train de s'affirmer. Nos gouvernements sur qui on espérerait pouvoir compter, dont on attendrait qu'ils fassent quelque chose s'avèrent

impuissants ou encore ils sont habilement camouflés derrière des bureaucraties tampons qui les rendent inatteignables. Par exemple, le parti Québécois, dans sa façon de gérer la crise nous semble esclave du pouvoir qui lui donne sa cote sur les marchés financiers de New-York... Quel que soit son discours, il semble bien que ce soit cette réalité qui détermine ses pratiques politiques.

1.2- La crise est très insécurisante

Nous avons peur du mouvement fatal qui emporte tant de gens dans un gouffre dont apparemment on ne sort jamais: la force qui fait passer du travail au chômage, puis au bien-être social. On voit tellement de nos amis(e)s être "clairé(e)s", après avoir occupé un emploi pendant 15 ans, devenir chômeurs(euses), puis "tomber" sur le bien-être... Même dans le secteur public, dont tout le monde dit qu'il est le plus choyé, des travailleurs(euses) de 10,15 ans d'ancienneté se voient menacé(e)s de perdre leur emploi... Finalement chacun se demande... est-ce que cela va m'arriver aussi... Cela nous insécurise tellement, que nous finissons par nous trouver chanceux d'avoir une "job" même avec des bas salaires... A la longue, on finit par ne plus revendiquer trop... C'est finalement l'ensemble des organisations populaires qui sont touchées... et domestiquées par cette insécurité qui s'infiltré partout...

1.3- La crise est démobilisante

En même temps qu'on voit tout ce qui se passe, on prend conscience très vivement de la faiblesse dans laquelle on est enfermé... On est progressivement envahi par un sentiment d'impuissance: ce qu'on fait semble ne servir à rien. On n'ose pas trop se soulever, car on a peur de perdre les minces acquis. Et même dans les luttes, il y a plein de division, à cause du "bumping" qui a énormément dégradé le climat de plusieurs établissements en dressant les travailleurs les uns contre les autres...

1.4- La crise crée une situation dramatique chez les jeunes

La jeunesse semble de plus en plus enfermée dans un univers clos. La plupart des jeunes n'ont aucune possibilité d'entrer sur le marché du travail après leurs études. Les écoles sont devenues d'immenses "garderies": elles préparent à des "jobs" qui n'existent plus. Le chômage et le bien-être social atteignent très gravement l'univers des jeunes... Quand on sait l'effet négatif qu'exerce le chômage ou le bien-être sur des personnes, on découvre à quel point une telle situation pollue et détériore l'élément le plus dynamique de la société. Rien d'étonnant à ce que cela débouche de plus en plus sur une sclérose assez généralisée du système social où chaque groupe social est d'abord préoccupé de sauver ses positions...

Tout cela donne l'impression d'une sorte de guerre civilisée, conduite sous le couvert d'objectifs qu'on ignore, mais que l'ensemble des indices observés fait pressentir comme n'étant pas dans la ligne des intérêts de la majorité... Les grandes agences de presse, possédées par les grands capitaux, fournissent à travers les différents moyens de communication, la version des faits favorables à ceux qui conduisent cette guerre à leur avantage...

1.5- Certaines attitudes courantes qui sont stériles...

Dans ce tourbillon de la crise, diverses attitudes se font jour qui ne conduisent nulle part. J'aimerais en évoquer quelques unes.

Se sentir coupable: certaines personnes en arrivent à éprouver un malaise, à se sentir coupables parce qu'elles ont un travail, ou encore parce qu'elles ont un salaire décent, ou même un bon salaire. D'autres se sentent mal parce qu'elles sont organisées et qu'avec leurs organisations elles disposent d'un certain pouvoir pour freiner le pouvoir inconnu qui cherche à s'affirmer. Cela est arrivé dans la dernière négociation avec le gouvernement. Ce qui est tout-à-fait normal finit par être vécu comme un privilège...

Le jovialisme: d'autres personnes s'en remettent à une attitude d'optimisme facile dans laquelle on croit que tout va s'arranger tout seul, ou encore que ça ne va pas durer longtemps.

Le fondamentalisme: d'autres tombent facilement dans le fondamentalisme, ce processus qui consiste à simplifier l'analyse d'une façon commode, en laissant tomber beaucoup d'éléments de la réalité. C'est le refus de l'intelligence dans la saisie du réel sous prétexte d'être proche de la réalité, ou encore d'est de renoncer à comprendre quand une situation s'avère complexe.

Oubli de la dialectique personne-institution. Le fondamentalisme conduit souvent à isoler l'un des deux pôles impliqués dans tout processus de changement social. C'est la même erreur fondamentale qui s'exprime selon deux modalités différentes au niveau des stratégies d'intervention: "changeons les personnes et la société sera changée" ou "changeons les structures et la société sera renouvelée".

Les utopies messianiques: d'autres se réfugient dans certaines espérances factices, encouragées par le système. Par exemple, le virage technologique va tout arranger, comme si les robots mécaniques et l'informatique allaient régler tous les problèmes.

Ou encore bâtissons le socialisme. Je crois à l'option d'une société socialiste, mais il y a des façons de se référer au socialisme qui manifestent davantage une réaction puérile d'opposition que l'option courageuse de bâtir un projet alternatif de société.

Le piétisme religieux: d'autres personnes épousent des attitudes religieuses fort ambiguës au regard de l'expérience chrétienne. On peut les reconnaître à des expressions comme: "Dieu va arranger cela..." "Remettons-nous en à la Providence". "Nous avons été gâtés, Dieu veut nous punir et nous éduquer"... ou encore les multiples sectes à tendance millénaristes qui voient le diable en tout cela et font paniquer les gens en interprétant la crise avec les catégories apocalyptiques qui annoncent la fin du monde.

Leur sottise n'a d'égale que l'ardeur de leur générosité non éclairée, qui s'appuie sur un dogmatisme intransigeant.

2- Eléments d'analyse pour une action lucide

La bonne vieille méthode de l'action catholique est encore pleine de sagesse, mais il importe de respecter les étapes de compréhension d'une situation. Le voir ne doit pas se réduire à une collecte de faits, il faut dépasser les apparences et faire des relations entre les choses qu'on observe. Le juger doit être différent du dogmatisme qui consiste à appliquer des slogans tout faits sur la réalité ou encore des grilles de lectures. L'agir pour être fécond, doit être autre chose qu'une bougeotte destinée à calmer notre angoisse devant le non-acceptable d'une situation.

2.1- Cette crise est voulue

Cette crise n'est pas le fruit du hasard. Elle a été voulue soit directement par des prises de position qui y conduisaient, soit indirectement comme une conséquence de décisions prises par les puissances pour des objectifs qu'elles jugent prioritaires à ces conséquences nécessaires. Il importe de découvrir que cette crise n'est pas tombée du ciel, elle a été voulue par un groupe ou des groupes, dans le cadre de deux phénomènes:

La crise du modèle de croissance mis en place après la deuxième guerre mondiale, le fordisme. Ce modèle s'est mis en place à l'occasion de l'offre que les USA ont fait de mettre leur technologie au service de la reconstruction de l'Europe dévastée. Mais un tel service ne fut pas assuré bénévolement: l'accord de Bretton Woods assurait la prédominance du dollars américain dans l'organisation de l'économie mondiale en remplaçant l'étalon or par le dollar américain. Ce modèle de croissance était fondé aussi sur un pillage organisé des matières premières sur une exploitation massive du "Tiers Monde".

Le deuxième phénomène qui sert d'horizon aux décisions qui amènent la crise, c'est la transnationalisation des économies. Le monde devient un vaste marché dominé par les multinationales. Les ressources locales apparaissent de plus en plus comme un système de sous-traitance dominé par les multinationales. La promotion des PME, dans ce contexte peut être extrêmement ambiguë s'agit-il d'accentuer par ce chemin un mouvement de prise en main de l'économie, ou encore de nous asservir davantage à ce système au nom de la division internationale du travail. Ce processus donne lieu à une réorganisation du capital transnational, et c'est sans doute le lieu de décisions administratives reliées à la crise.

Qui est responsable de ces décisions qui amènent la crise que nous connaissons? Il est difficile de le dire avec précision... Mentionnons seulement, comme piste de recherche... qu'il est pour le moins étonnant qu'un nom n'apparaisse jamais dans la liste des animaux malades de la peste. Parmi les coupables, on entend souvent parler des syndicats, des producteurs de pétrole, des gouvernements, des "parasites" (chômeurs et assistés sociaux), notre haut niveau de vie, etc... Mais on ne voit jamais la moindre allusion à la commission trilatérale. Pour ceux qui ne connaîtraient pas cet organisme, disons seulement que c'est une sorte d'association de "bienfaisance" fondée en 1973 et financée par la Fondation Rockefeller, dans l'entourage du propriétaire de la Chase Manhattan Bank. Son objectif vise à promouvoir la paix sociale et le bien-être de toute la terre en relation avec le présupposé bien connu: ce qui est favorable aux grandes entreprises qui mènent l'économie est favorable à tout le monde... Leur angle d'approche consiste à confondre la croissance des pays industrialisés (surtout des multinationales qui y ont leur siège social) et le bien-être de tout le monde. C'est aussi cela qui inspire les politiques extérieures de ces pays (ex: les interventions américaines en Amérique Centrale). Cette commission regroupe environ 250 des personnalités les plus influentes des 10 pays capitalistes occidentaux... N'oublions pas également qu'il y a des relations certaines, de nature difficile à préciser au plan organisationnel, entre la Maison Blanche, la CIA, les multinationales et les gouvernements occidentaux. Un détail en passant: un des seuls documents publics au

Canada concernant cet organisme, a été produit par Radio-Canada... et un des journalistes responsables a dû taire certaines choses sans quoi il était mis à pied... La liberté de presse existe, dans une société d'Etat d'un pays libre comme le Canada, mais il y a quand même des limites à ne pas franchir... Qui les fixe? Le peu de publicité sur la Commission trilatérale révèle peut-être la mainmise dangereuse du Capital transnational sur nos agences de presse.

- 2.2- Cette crise ne serait pas possible sans la complicité des gouvernements occidentaux. Il est impossible de préciser avec certitude à quoi est due cette complicité. Trois hypothèses sont possibles. D'abord ce peut être un manque de lucidité, ce qui accuserait les gouvernements et l'ensemble de leurs ressources. Deuxième hypothèse, c'est par coercition qu'ils sont complices. L'utilisation du déficit comme facteur de croissance a conduit les gouvernements à contracter des dettes assez lourdes, et ils sont actuellement forcés d'appliquer les politiques qu'ils mettent en oeuvre, un peu comme un particulier doit changer ses politiques budgétaires suite au renouvellement de son hypothèque. Enfin, dernière hypothèse, par facilité ou "solidarité" on s'enlign sur les politiques du pays de l'oncle Sam. L'acteur Reagan ne joue probablement pas un autre rôle que le réalisateur lui a indiqué. Même le président d'un pays socialiste comme la France n'a pas réussi à lui faire changer le scénario lors des échanges qu'il a eus avec lui, dans les somptueuses loges de ces immenses pièces de théâtre que sont les sommets économiques... Bref, la crise ne serait pas ce qu'elle est, sans leur complicité consentie de gaiété de coeur ou par la force...

- 2.3- La solution appliquée au Canada et aux U.S.A.: la politique monétariste...

On pourrait dire celle des pays occidentaux qui sont sous l'empire des USA, mais demeurons collés à cet espace économique, quitte à extrapoler ensuite...

Nous vivons présentement une période de "stagflation". Ce mot a été inventé par les économistes pour désigner la simultanéité de deux phénomènes: l'inflation et le chômage. Selon les théories économiques ces deux phénomènes s'excluent, c'est-à-dire que si on augmente le chômage l'inflation va baisser... Or ce n'est pas cela qui se passe... Cela devrait suffire à reconnaître l'insuffisance des remèdes classiques dans la ligne de Keynes... Pourtant, nos gouvernements cherchent une solution dans cette ligne.

Leur solution consiste d'abord à appliquer une politique monétariste qui repose sur deux éléments: la restriction du crédit et la hausse du taux d'intérêt. Les gouvernements s'attaquent prioritairement à l'inflation, en acceptant une hausse du chômage, au nom d'une doctrine économique néo-libérale, celle du professeur Milton Friedman de l'Université de Chicago, conseiller du président Reagan. La ligne de pensée des monétaristes est la suivante: un rôle primordial est accordé à la monnaie par la Banque Centrale (par le jeu des taux d'intérêt) pour contrôler l'inflation, c'est-à-dire le mouvement général des prix.

Le résultat d'ensemble de cette politique est le suivant: elle est discriminatoire entre les forts et les faibles... elle favorise une sorte de "darwinisme" économique où les plus forts écrasent les plus faibles. Les petites entreprises qui doivent emprunter à des taux prohibitifs sont de plus en plus acculées à la faillite comme l'expérience le révèle. Par contre, les grosses entreprises qui exercent leurs contrôles jusque sur les sources de matières premières, peuvent puiser dans leurs profits énormes dus en partie à l'intégration verticale des opérations, une sorte d'auto-financement. Elles ont moins besoin d'emprunter, et même elles détiennent souvent une grande partie des capitaux qui sont prêtés aux autres: c'est pour cela qu'elles sont moins atteintes par les taux d'intérêt élevés, et souvent elles en profitent. Alors que ces géants dominent une large part de l'économie et exercent une influence déterminante sur le niveau des prix (mouvement général de l'inflation), ce n'est pas leurs prix intouchables que la politique monétaire atteint... La crise les aide au contraire à élargir leur conglomerat.

Cette politique monétaire substitue à l'inflation qu'elle ne contrôle pas une capacité de production inutilisée de plus en plus grande, un chômage élevé et durable, et une récession de l'activité économique qui se prolonge ou s'accroît. Les gouvernements doivent dépenser davantage pour les diverses formes d'assistance aux entreprises et d'assistance sociale, ce qui crée une autre pression inflationniste. Cette politique obtient à la longue une baisse de l'inflation, c'est-à-dire une certaine stabilisation des prix, mais elle provoque en même temps l'augmentation du chômage avec tous les méfaits de ce phénomène, l'accroissement de l'endettement des gouvernements, l'écrasement des petits emprunteurs, tout en favorisant les grandes entreprises.

Le deuxième élément de solution mis de l'avant par les gouvernements consiste à couper dans les services sociaux. Depuis plusieurs années en Occident, suite à diverses pressions des groupes populaires et à des prises de conscience collectives, un consensus s'est établi au sujet de certaines politiques sociales. Les gouvernements ont assuré des services que le secteur privé capitaliste n'assure pas ou assure mal, en vertu de sa recherche de profit, comme seul moteur de son engagement. C'est ce qui a amené pour la majorité de la population des soins de santé pas trop dispendieux, des services de transport urbain à coût modéré, des logements à prix abordable. Pour des groupes particuliers, on a instauré la sécurité de vieillesse, l'assurance-maladie, l'assurance-chômage et le bien-être social. La plupart de ces services sont destinés aux milieux populaires, aux classes moins favorisées de la société... Or c'est dans ces services que les gouvernements coupent alors qu'ils ne touchent pas du tout aux dépenses beaucoup plus élevées du secteur militaire.

En fait par ces politiques, Reagan et les gouvernements qui le suivent accentuent un courant généré par le phénomène de l'inflation, qui réoriente la répartition du revenu national. Ce courant fait passer la richesse des gens âgés vers l'âge moyen, des pauvres vers les riches, des non-syndiqués vers les syndiqués...

2.4- Inefficacité de cette politique

La solution appliquée est inefficace pour deux raisons: le caractère partiel de l'intervention, et l'oubli de la double structure actuelle de l'économie capitaliste.

Le caractère partiel de l'intervention: cette politique monétariste est inefficace parce qu'elle isole un des éléments des composantes majeures du management macroéconomique, sans s'occuper aussi des autres éléments: les politiques fiscales appropriées affectant les impôts, les dépenses budgétaires du gouvernement et le niveau de son déficit, de même que les diverses formes de politiques d'intervention sur les revenus et les prix. Le gouvernement ne pourrait arriver à une solution valable qu'en situant son action sur la politique monétaire dans le cadre d'interventions appropriées sur les autres éléments.

L'oubli de la double structure actuelle de l'économie capitaliste:

"On parle DU marché comme s'il s'agissait d'un tout homogène, comme si tout ce qui s'appelle entreprise, de la p.m.e. à la transnationale, était régi par un code universel, "les lois du marché", qui seraient exactement les mêmes pour tout le monde. Et on utilise ce mirage pour discréditer toute forme de contrôle: la loi de l'offre et de la demande n'est-elle pas déjà un "contrôle" social suffisamment contraignant? Ce discours, fortement idéologique, masque l'apparition d'un autre système au sein de l'économie: celui des grandes entreprises de la planification privée, ce qu'on appelle la techno-structure.

Le système de concurrence

Le premier, le plus ancien des deux, c'est celui que nous connaissons depuis toujours, le système traditionnel du marché. Il est largement constitué d'un ensemble d'entreprises plutôt petites ou moyennes qui demeurent encore influencées par un type connu de discipline, la concurrence. Le système classique du marché de concurrence (dans lequel un monopole ou un oligopole n'est jamais la règle mais toujours l'exception)

est pour ainsi dire déjà contrôlé par le fait que des entrepreneurs relativement nombreux subissent la tension d'une concurrence serrée entre eux.

L'entrepreneur individuel a une véritable autorité à l'intérieur de son entreprise, mais ne contrôle pas lui-même ses prix. Il est subordonné à son marché, c'est-à-dire en dernière analyse à la volonté du public consommateur. Il est peu capable d'être un premier moteur générant une spirale inflationniste; il sera forcé de la suivre tout au plus.

Acculé par la hausse de ses coûts, incapable de s'autofinancer par de fortes réserves de capitaux, il devient plutôt le prisonnier d'un mouvement inflationniste qui vient de l'extérieur. La hausse des taux d'intérêt le paralyse très sérieusement et lui rend difficile la tâche d'obtenir de nouveaux crédits bancaires. Sa fragilité s'accroît d'autant plus; la menace d'une faillite se rapproche. Il coupe rapidement sa production ou il sombre. Dans cette lutte, il doit malgré lui servir de courroie au mouvement général d'augmentation du chômage. Le voilà coincé, lui aussi, entre l'inflation qu'il ne cause pas mais subit, et le chômage qu'une politique macroéconomique mal choisie le force à imposer à ses employés.

Si ce système de concurrence entre des entrepreneurs individuels (compétitive and entrepreneurial system) était le seul dans notre économie, l'hydre à deux têtes d'une inflation accentuée et d'un chômage excessif n'existerait même pas. Cette monstruosité ne pourrait y prendre naissance, encore moins s'y développer avec l'ampleur que nous constatons actuellement. L'inflation seule pourrait se produire, ou alors le chômage seul, mais pas les deux en même temps.

De toute façon, si ce système était le seul en cause, l'application des deux remèdes ordinaires, la politique monétaire et la politique fiscale, porterait si bien qu'elle pourrait même assez rapidement se révéler trop efficace et devenir désastreuse.

Enfin, si ce système était le seul, l'un des deux maux, soit le chômage, soit l'inflation, pourrait être contrôlé assez sérieusement avant même que l'autre ne se développe; ce qui n'est pas le cas dans l'économie globale actuelle.

La seule complication sérieuse au fonctionnement de ce premier système pourrait dépendre de la présence d'un syndicat de travailleurs, mais à condition qu'il soit vraiment puissant; or tel n'y est pas le cas habituellement.

Le nouvel Etat industriel

L'autre système comprend les grandes entreprises qui se sont développées sur le modèle de la "technostructure" (the planning system). Le pouvoir de ces entreprises sur leur "marché" est tel qu'elles peuvent non seulement hausser elles-mêmes leurs prix, lorsque leurs coûts augmentent (ce qui transmet la poussée inflationniste), mais même hausser leurs prix plus que proportionnellement.

De très puissants syndicats, qui sont la réponse naturelle au pouvoir de ces entreprises, peuvent réussir à hausser le coût du travail, mais ils ne peuvent les empêcher de hausser ensuite leurs prix. Elles peuvent généralement se contrôler pour ainsi dire elles-mêmes, à la hausse.

Les institutions économiques ont changé. Des groupes de travail multiples de spécialistes, devenus une "intelligence organisée" en de puissantes équipes polyvalentes de direction et de planification, constituent ce que Galbraith a appelé la "technostructure". Il a qualifié cet aspect gigantesque du système industriel américain de "nouvel état industriel". C'est le pouvoir de cette technostructure des vastes entreprises qui rend maintenant la politique fiscale classique de Keynes en bonne partie inopérante.

A l'occasion d'une période de dépression et de déflation, on pouvait songer à une réduction générale des impôts pour combattre le chômage et stimuler la relance de l'économie. Pendant une vingtaine d'années après la deuxième grande guerre, le niveau des prix demeurant dans l'ensemble relativement stable, la grande inflation n'étant à peu près pas encore commencée, ce fut l'âge d'or de l'économie et la politique fiscale de l'époque a pu en récolter le crédit.

Mais depuis dix ans, l'inflation grandissante ayant commencé son règne, la politique fiscale de Keynes exigeant théoriquement le contraire de ce que fait Reagan, ne peut pas fonctionner, du moins en ce qui concerne une hausse générale d'impôts sur les sociétés.

Pour être aujourd'hui efficace contre l'inflation, une telle politique présupposerait, pense Galbraith, l'opération d'un marché plutôt libre, ou jouerait une concurrence générale du type assez classique.

Or, depuis une trentaine d'années surtout, l'économie s'est transformée. Les entreprises puissantes de la technostructure qui exercent une forte influence sur leurs prix se sont développées, certains syndicats particulièrement dans le secteur de la technostructure sont restés assez forts ou sont même devenus plus puissants, et d'autres ont acquis une grande puissance, notamment dans la fonction publique, les gouvernements enfin, pour apporter leur appui à de nouveaux groupes, les personnes âgées, les malades, les démunis et diverses minorités, ont étendu et amplifié leur rayon d'action.

Tout cela a eu pour résultat que l'unité du "marché" s'est évaporée. Une fois que des puissances et des organisations ont le contrôle de leurs revenus (profits, salaires, etc.) et de leurs prix, et que de plus faibles dans un autre secteur sont privés d'un contrôle correspondant, une politique fiscale uniforme que les uns contournent et qui blesse durement les autres ne peut servir qu'en provoquant une récession, sans toutefois vaincre en même temps l'inflation. C'est le changement de la réalité économique de base qui a rendu relativement inadaptée, la théorie de la politique fiscale de Keynes, devenue à son tour "traditionnelle".¹

¹ - DESROCHERS, Irénée, Pourquoi Galbraith veut des contrôles, Revue Relations (Avril 1982) p. 91-92

3- Les avenues libératrices constituent un processus complexe

3.1- Une double modalité d'intervention

Il semble important que les divers agents socio-économiques tiennent compte de cette double structure de l'économie capitaliste post-industrielle, et organisent un double "pattern" d'intervention au niveau politique et au niveau économique. En vertu de la double structure de l'économie, une modalité uniforme d'intervention dans les deux secteurs accentue le "darwinisme" économique, c'est-à-dire la domination du plus fort sur le plus faible. Cette double modalité d'intervention vaut pour les gouvernements et leur régime fiscal: un régime d'impôts unique avantage automatiquement les mieux nantis et appauvrit davantage les plus démunis.

Cela vaut aussi pour les pratiques syndicales. Un syndicat qui applique les mêmes stratégies dans les deux secteurs de l'économie entre de plein pied dans la promotion du plus fort et l'écrasement du plus faible. Par exemple, ici au Québec, les syndicats ont obtenu plus de résultats dans le secteur public et dans le secteur des petites entreprises soumises au marché de concurrence réelle. Au plan des groupes de travailleurs concernés, c'est un gain important. Mais au plan global d'un processus de libération économique, c'est un résultat ambigu. Dans le secteur des petites entreprises, ne voulant pas par principe tenir compte de la capacité de payer, (qu'on considère comme le problème du "boss"), ils acculent à la faillite des petites entreprises et libèrent ainsi le champ pour les multinationales. Dans le secteur public, leurs revendications ont obtenu des résultats très positifs pour les travailleurs. Mais la situation particulière du gouvernement comme employeur et leur pouvoir de négociation comme partie importante de l'électorat et partenaire essentiel du fonctionnement de la machine étatique, ont conduit à créer une nouvelle classe sociale que Jacques GrandMaison appelle "les promus de la révolution tranquille". Objectivement, ils se sont accaparés une plus grande part du produit national brut, et, en augmentant considérablement le coût du tertiaire, ils enlèvent au gouvernement une certaine marge de manoeuvre pour intervenir dans la libération économique.

3.2- Tenir compte de la dimension structurelle du capitalisme

Les syndicats ont vu juste quand ils ont pris l'option d'adapter leurs pratiques aux dimensions structurelles du capitalisme en intégrant l'analyse marxiste. Tel était l'enjeu du débat qui s'est fait autour du thème: d'un syndicalisme d'affaire à un syndicalisme de combat. Je crois cependant qu'il ne faut pas craindre de dénoncer les pratiques syndicales de quelques "sectes" marxistes qui utilisent l'idéologie marxiste avec une sorte de fanatisme religieux qui ressemble plus aux "trips" adolescents qu'à la maturité adulte. Entre autre, il y a une façon de plaquer sur la réalité économique actuelle, les catégories "bourgeois-prolétaires" qui est simpliste: considérer tous les "cadres" comme des "boss" est particulièrement cocasse dans le secteur des services: sauf les cadres supérieurs qui ont un véritable pouvoir, la plupart ne sont qu'une catégorie de travailleurs et de travailleuses dont la tâche consiste à appliquer les politiques gouvernementales. L'intervention de ces groupes à tendance "sectaire" fait tort à la fois au mouvement des travailleurs(euses) et au mouvement marxiste dans ce qu'il comporte de plus positif et d'essentiel pour comprendre les mécanismes complexes de l'économie capitaliste. Dénoncer cela, ne m'empêche pas de reconnaître l'apport extrêmement positif des syndicats, qui en général, sont plus avancés que les gouvernements dans le défi de tenir compte de la dimension structurelle de l'économie. Je crois que parfois la perspective internationale est faible. Par exemple, si on se place au niveau de l'espace économique québécois, on peut facilement lutter contre le gouvernement et la bourgeoisie locale en ayant l'impression de travailler à la libération. Mais dans une perspective internationale en particulier en référence à la domination économique du capital transnational de la technostructure, je crois qu'un processus de libération réelle passe par la solidarité des syndicats, du gouvernement et de la bourgeoisie locale, qui se retrouvent ensemble dominés par le capital transnational. Cela a des conséquences énormes au plan des stratégies de solidarité transnationale.

3.3- Avoir une vue globale de tous les éléments du management macroéconomique

Toujours en tenant compte des deux remarques précédentes les groupes populaires dans leurs revendications, et les gouvernements au niveau de leurs politiques, devraient s'occuper en même temps de l'interrelation des éléments qui servent au management macroéconomique: les politiques monétaires, les politiques fiscales, les dépenses budgétaires (dans lesquelles il importe de ne pas oublier tout le secteur militaire dont la plupart des gouvernements ne parlent jamais) et les politiques d'intervention sur les prix et les revenus.

3.4- Devenir conscient que le processus de libération est extrêmement complexe

Dans les discours et certaines pratiques, il y a une naïveté qui frôle l'irréalisme. J'aimerais faire trois remarques au sujet de la complexité du processus de libération.

3.4.1- Bien distinguer les projets à court terme et les situer dans un processus à long terme. Il est bien clair que présentement, il faut passer d'une économie capitaliste trop axée sur la propriété privée, au point de détruire la destination collective des biens, à une économie de type plus socialiste, qui respecte l'hypothèque sociale de toute appropriation individuelle. Mais ce passage représente un long processus avec diverses composantes. C'est un peu comme des citoyens qui décideraient de changer leur ville, des maisons jusqu'aux rues, et qui devraient s'occuper de voir à ce que les gens ne manquent de rien au cours de cette période, et que la circulation se fasse quand même... Il est évident qu'un des grands défis dans ce processus de passage, c'est de nous libérer de l'emprise impérialiste des transnationales. Mais en attendant le jour où cela sera un fait, il faut accepter de composer avec. Enfin, je crois qu'un socialisme qui ne se bâtit pas de longue main, à même des expériences concrètes qui s'approfondissent avec le temps, ne peut qu'aboutir qu'aux échecs que l'on connaît.

3.4.2- Distinguer personnes et structures. Vouloir changer des mécanismes structurels, ou transformer des structures ne nécessite pas d'écraser les personnes qui les font fonctionner. Des structures injustes produisent des effets qui dépassent la responsabilité de ceux qui les font fonctionner. Par exemple, un gérant de banque qui applique les taux d'intérêts très élevés qu'on a connus, commet les injustices graves que cela occasionne, mais il n'en est pas responsable. Il ne fait que son travail, comme le concierge qui balaie le plancher. Le policier qui applique le code de la route commet souvent des dommages graves à des personnes. Mais il ne fait que son boulot. C'est à tous ceux qui ont voté ce code et ont donné un pouvoir quasi absolu au corps policier qu'il faut imputer les injustices graves de tout le système actuel. Etc...

3.4.3- Tenir compte de la globalité du réel au niveau des interventions

Pour que nos efforts de libération aient quelque chance d'opérer du neuf dans l'histoire, il me semble qu'il faut les articuler selon trois grands champs d'intervention qui sont reliés, mais qui ont aussi leur spécificité.

La dimension socio-politique: Il faut un projet de société qui mobilise nos énergies, qui nous unit dans un effort commun. Et ce projet de société doit être promu par un parti politique qui nous appartienne et dont les intérêts objectifs coïncident avec ceux du peuple, de la base. Pour cela, ce parti doit être relié à divers mouvements sociaux qui représentent ses racines. Sans cet enracinement social très large et proche de la base, un parti politique est presque infailliblement emporté dans les luttes partisans pour la prise du pouvoir (avec toutes les bassesses dont l'histoire nous donne l'exemple) ou enrôlé au service de groupes minoritaires plus puissants dont les intérêts coïncident rarement avec l'ensemble de la population (le système capitaliste avec son lobbying raffiné auprès du pouvoir illustre bien ce deuxième risque).

La dimension économique: Pour sortir du cul-de-sac d'une économie dominée, il importe de travailler à se donner des entreprises qui nous appartiennent collectivement. Cela commence par le front de la négociation des conventions collectives: à l'aide des syndicats, chercher à négocier des conditions de travail justes et un pouvoir d'achat le mieux préservé possible de la force d'érosion qu'est l'inflation. Mais il faut aussi être plus ingénieux pour se donner des entreprises. Le mouvement Desjardins représente dans cette ligne une réalisation remarquable. Quelles que soient ses ambiguïtés, il constitue un des seuls acquis économiques appartenant collectivement aux québécois. Certes, il est très intégré au système capitaliste, comme chacun de nous doit l'être s'il ne veut pas être hors du réel. Par ailleurs, il ne faut pas s'étonner que les entreprises qu'on se donne ne nous servent guère plus avantageusement que les entreprises capitalistes, quand dans les négociations on les traite aussi durement que les concurrents contre lesquels on voulait lutter en les mettant sur pied. Rien ne remplace la cohérence, la mémoire et le sens de l'appartenance...

La dimension culturelle: La culture, c'est ce par quoi un groupe humain exprime sa conception du monde et de la vie, ses valeurs particulières et ses options fondamentales.

Il faut distinguer dans la culture, le niveau idéologique et le niveau spirituel. Le niveau idéologique concerne l'ensemble des représentations conscientes du réel, le niveau spirituel correspond en gros à la religion qui est au coeur d'une culture comme son centre le plus profond. C'est le niveau des attitudes existentielles, qui constituent une certaine manière de vivre. Nos efforts de libération doivent se situer à ces deux niveaux de la dimension culturelle. S'il n'y a pas de libération des aliénations idéologiques et religieuses, on reproduira dans un nouveau système les anciens schémas de comportements.

Enfin, il faut essayer de créer des solidarités très larges. Par exemple, dans la crise actuelle les travailleurs(euses), les assistés(es) sociaux, les chômeurs(euses), les petites entreprises, les coopératives, les gouvernements et leurs sociétés d'Etat, sont

dans une situation identique devant le capital transnational. C'est ensemble qu'on peut s'en sortir et toute lutte intestine affaiblit l'ensemble, par rapport à ce chantier. Cela n'empêche pas des luttes entre ces groupes pour d'autres enjeux plus précis (ex: négociation du secteur public avec le gouvernement), mais il faut garder en mémoire l'enjeu principal.

4- Situer les diverses interventions dans le cadre d'un processus de développement endogène

A ma connaissance un concept très utile pour comprendre l'ampleur du chantier et pour ne pas oublier de dimensions essentielles, c'est le concept de potentiel de développement endogène tel qu'élaboré par SACHS⁽¹⁾. Contrairement à beaucoup de théories économiques à courtes vues, il importe de faire éclater l'équation trop souvent faite entre croissance économique et le développement. Le potentiel de développement endogène d'une collectivité implique les "trois éléments suivants, étroitement imbriqués: la capacité culturelle à se penser et à innover, la capacité politico-administrative à prendre des décisions autonomes et à organiser leur mise en oeuvre, enfin la capacité de l'appareil de production à assurer sa reproduction élargie en conformité avec les objectifs sociaux du développement."⁽²⁾ Ce concept permet de mesurer, ou tout au moins tenir compte, en économie, de cette forme pernicieuse d'exploitation qui consiste à décapitaliser une collectivité tout en favorisant une croissance économique. Il importe en particulier de tenir compte de cette forme subtile de décapitalisation que représente la destruction des supports de la production des ressources renouvelables, c'est-à-dire eaux, sols, climats. Ce concept permet d'intégrer aussi dans l'analyse économique, non seulement la solidarité synchronique qu'est la justice sociale, mais également la solidarité diachronique entre les générations. Avec une telle conception du développement, une collectivité peut tenir compte, dans la gestion de ses ressources et dans son projet économique, des coûts écologiques et sociaux de la croissance que la plupart des entreprises cherchent externaliser.

(1) SACHS I. Le potentiel de développement endogène: in Economies et sociétés. Paris 1983

(2) SACHS I. o.c., p. 405

"D'une part, il faut une théorie anthropologique de la consommation délaissant l'univers abstrait et déductif de l'économiste au profit du champ existentiel du vécu quotidien. Les joies et les peines, dont est tissée l'existence humaine, constituent en dernière instance l'enjeu du développement. Une telle théorie capable de nous sortir de l'ornière de l'économisme, reste pour l'essentiel à faire. Elle doit renoncer à ramener au calcul économique les motivations complexes régissant les modèles culturels des temps sociaux et les styles de vie, c'est-à-dire les comportements de consommation dans l'acception la plus large de ce terme."⁽³⁾

"La théorie générale du développement - à supposer que nous parvenions un jour à la construire - doit, elle aussi, tourner autour de la temporalité irréversible et lourde de sens des historiens que les constructeurs des modèles de la croissance remplacent par un temps chronologique d'horloge mécanique. Il ne suffit pas d'allonger les séries statistiques permettant de lire le comportement de certains agrégats économiques à travers un ou plusieurs siècles. Surtout il ne faut pas penser que les corrélations, les régressions et les tendances des statisticiens permettent d'estimer des lois historiques du développement. Ou que les pays doivent obligatoirement parcourir les uns après les autres la même trajectoire, refaire le même chemin, comme nous invitent à le croire les tenants des théories unilinéaires du progrès, qu'ils soient marxistes dogmatiques ou matérialistes mécanicistes à la façon d'un Rostov.

L'épaisseur, la complexité et la diversité des processus historiques déjouent ces manoeuvres simplistes.

Que faut-il faire pour comparer et mieux comprendre les trajectoires des différents pays où se conjuguent, en proportions diverses et changeantes, des éléments de mal-développement et de développement soustendus apparemment par la même croissance?

L'analyse des ressorts de cette croissance, c'est-à-dire des rouages de l'accumulation et de l'investissement, est une affaire somme toute banale sur le plan intellectuel.

(3) SACHS I. Idem, p. 410

L'élégance formelle et, je pense superflue, des modèles économiques de la croissance ne saurait nous tromper. C'est que leur mécanique manque de vie, ou, pire encore, réduit la richesse des comportements humains à quelques hypothèses outrancièrement simplificatrices - à la rationalité économique, à la recherche du profit comme motif unique, au réflexe conditionné du chien pavlovien face à l'incitation matérielle. Pour l'économiste des ressources humaines, même l'éducation, pourtant essentielle pour l'épanouissement de l'homme, n'a souvent d'intérêt que par son caractère instrumental, dans la mesure où elle se traduira par une augmentation de la productivité puis du revenu. Les mutations, au niveau des mentalités et des comportements, rares mais essentielles pour comprendre le changement, échappent par définition aux modèles de la croissance contraints de les traiter sous une forme paramétrique excluant de fait toute rupture et se situant par conséquent en dehors du temps de l'histoire concrète."⁽⁴⁾

Seule une conception aussi large du développement et de la croissance peut permettre une intégration des efforts sur des chantiers apparemment différents, mais qui servent un même but: la libération d'un impérialisme économique prédateur des ressources locales, dont les masses sont appelées à payer le prix périodiquement, c'est-à-dire à chaque crise du modèle capitaliste.

5- Retrouver les racines révolutionnaires de notre héritage de foi

Je développe ce point en trois remarques.

5.1- La foi chrétienne n'est pas la religion. La foi chrétienne, quelle que soit ses inféodations ambiguës avec diverses attitudes religieuses, ne doit pas être confondue avec la religion, au niveau de son dynamisme propre. Il y a dans la foi chrétienne une dimension religieuse, mais qui est intégrée et transformée dans une expérience originale, telle que la tradition chrétienne l'exprime.

(4) SACHS I. Idem, p. 411

La foi chrétienne en son énergie la plus originale correspond à la pratique de Jésus, et de ceux qui continuent son oeuvre. Cela ne correspond pas toujours avec les identités confessionnelles. L'ambiguïté religieuse contre laquelle la foi chrétienne a toujours lutté est bien illustrée par le courant social américain de la "Moral Majority" qui a porté Reagan au pouvoir. Ce courant social et religieux est composé des ingrédients suivants: les sectes religieuses à tendance millénariste, la religion "électronique" (Billy Graham et Cie), des éléments conservateurs du catholicisme, nostalgiques du temps de chrétienté, etc.. Ce courant de la "Moral Majority" est typique d'une religion qui étouffe le dynamisme libérateur de la foi chrétienne ou du moins l'infléchit dans le sens d'une perversion. Il s'agit d'une véritable déformation moralisante et spiritualiste du christianisme. Ces éléments se retrouvent en terrain québécois. Comme chrétiens(nes) engagés(es), souvenons-nous que nos engagements, si humbles soient-ils, alimentent un mouvement de transformation que Jésus de Nazareth a inauguré en donnant sa vie, en affrontant courageusement la mort au lieu de renier l'ensemble de ses gestes pour se conformer aux attentes des pouvoirs politiques et religieux de son temps.

5.2- C'est ensemble qu'on peut s'en sortir, dans une solidarité internationale

Pour garder l'espérance, il importe de situer nos efforts dans la grande solidarité internationale. Seule une telle solidarité peut contrer les pouvoirs de la technostructure économique et des gouvernements qui en sont complices. Ces efforts peuvent contribuer à instaurer un nouvel ordre économique international, condition indispensable de survie de l'humanité sur cette planète. Sans ce nouvel ordre, il y a un risque énorme que l'humanité se déchire dans des affrontements stériles qui pourraient dégénérer en catastrophe nucléaire néantisante.

5.3- Se laisser dynamiser par les gestes prophétiques

Le christianisme doit retrouver ses racines prophétiques d'un mouvement de résistance à la tendance naturelle des sociétés à se structurer dans l'inégalité.² Il doit redécouvrir que son expérience fondatrice, à ses

² COSMAO, Vincent, Changer le monde, une tâche pour l'Eglise, pp. 112-118

origines et à chaque phase de son développement, c'est celle d'un Dieu ému devant la misère de son peuple, résolu à le libérer (Ex...): un Dieu qui ne tolère pas l'injustice et l'oppression, voilà ce qui devrait être la source de notre foi. Toute injustice dans les rapports sociaux révèle qu'en fait on s'est éloigné de ce Dieu pour servir les idoles.

C'est dans cette foulée qu'il faut lire les documents des évêques canadiens depuis une dizaine d'années au plan social. Leur récente déclaration "Jalons d'éthique et réflexions sur la crise économique actuelle" a suscité bien des réactions précisément parce qu'elle se situe dans ce mouvement prophétique caractéristique du christianisme. Certains "tenors" économiques ou politiques ont fortement réagi à cette déclaration, traitant les évêques de naïfs: peut-être qu'à travers leur naïveté ils ont levé le voile sur des réalités que certains groupes veulent laisser cachées derrière les discours savants de leurs technocrates dévoués. C'est dans ce courant prophétique qu'il convient aussi de situer les engagements de chrétiens et de chrétiennes qui ont le courage de leur foi dans le contexte actuel.

5.4- Puiser dans la foi, l'énergie de l'espérance

Je termine en évoquant un aspect particulièrement dynamique de l'expérience chrétienne, et qui n'est accessible qu'à ceux qui la vivent assez intensément.

A certaines heures particulièrement difficiles, les chrétiens peuvent trouver dans leur expérience de relation consciente avec Jésus reconnu comme Christ, l'énergie de continuer. C'est en Lui, quand parfois rien de tangible ne laisse entrevoir la réussite, quand la lucidité se heurte à des culs-de-sac apparemment insurmontables, c'est en Lui qu'on peut espérer l'humanité possible, même quand plus rien ne le laisse soupçonner. Quand s'effondrent les certitudes discursives, l'expérience de la foi peut nourrir l'intuition d'un avenir possible, elle peut nourrir la fidélité d'un engagement à continuer la lutte, à la suite de celui qui a marché vers la mort dans un échec apparent, en remettant sa cause

à celui qui avait toujours été son appui. En Jésus, et en tous ceux que l'Esprit fait se lever debout, le dynamisme de la foi continue à faire chanceler les puissants qui se prennent pour Dieu et veulent réduire leurs frères en esclavage. Pour tous les oppresseurs, les dictateurs et les pouvoirs totalitaires, l'arrêt de mort est signé dans le geste de Jésus affrontant la mort et dans le courage de tous ceux qui osent affronter le pouvoir pour faire advenir un avenir de liberté et de justice.

TRAVAUX DU GRIR

VOLUMES

- 1- Groupe de recherche et d'intervention régionales, **Actes du colloque recherche-action**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1984, 2e édition, 255 p.
- 2- Groupe de recherche et d'intervention régionales, **Le renouveau méthodologique en sciences humaines: recherche et méthodes qualitatives**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1985, 60 p.
- 3- DESLAURIERS, Jean-Pierre, sous la direction de, **La recherche qualitative: résurgence et convergences**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1985, 200 p.
- 4- KLEIN, Juan-Luis et LAROUCHE, Robert, **L'État et l'élite locale à la croisée des chemins, Les alternatives du développement régional vues au travers des SODEQ du Québec**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1985, 115 p.
- 5- CHARBONNEAU, Roland, DESLAURIERS, Jean-Pierre, PRIGENT, Alain, et VIENNEY, Claude, **Analyse socio-économique comparée des coopératives d'habitation en France et au Québec**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1985, 394 p.
- 6- DÉSY, Jean, sous la direction de, **Le développement agro-forestier au Québec et en Finlande**, Montréal et Chicoutimi, ACFAS et GRIR/UQAC, 1985, 249 p.
- 7- DIONNE, Hugues, GAGNON, Christiane, et KLEIN, Juan-Luis (éds), **Du local à l'État: les territorialités du développement**, Chicoutimi et Rimouski, UQAC/GRIR-UQAR/GRIDEQ, 1986, 141 p.
- 8- DIONNE, Hugues, KLEIN, Juan-Luis et LARRIVÉE, Jean (éds), **Vers de nouveaux territoires intermédiaires?**, Chicoutimi et Rimouski, UQAC/GRIR-UQAR/GRIDEQ, 1986, 230 p.

NOTES ET RAPPORTS DE RECHERCHE

- 1- KLEIN, Juan-Luis, DÉSY, Jean, CHARBONNEAU, Roland et GAGNON, Christiane, **Désengagement de l'État et organisations populaires en région périphérique: notes pour un projet de recherche**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Vol. I, No 2, Novembre 1982, 16 p.
- 2- GÉLINAS, Arthur et GAGNON, Christiane, **Systémique, recherche-action et méthodologie des systèmes souples**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Vol. II, No 1, Mars 1983, 18 p.
- 3- LÉVESQUE, Benoît, **D'un développement régional impossible à l'utopie du développement des régions**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Vol II, No 2, Août 1982, 6 p.
- 4- DÉSY, Jean et GAGNON, Christiane, **État de la situation et problématique de l'environnement en Sagamie**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Vol II, No 3, Août 1983, 66 p.
- 5- FALL, Khadiyatoulah et KLEIN, Juan-Luis, **L'enjeu régional. De la dépendance au développement autocentré**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Vol II, No 4, Septembre 1983, 24 p.

- 6- VASIL, Normande, **Femmes, prise de décision et pouvoir; analyse des relations entre les époux dans la famille chicoutimienne pour la première moitié du XXe siècle**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Vol. III, No 1, Mai 1984, 12 p.
- 7- DESLAURIERS, Jean-Pierre, GOUBOUT, Jacques et KLEIN, Juan-Luis, **Les regroupements sociaux et les perspectives de développement autonome régional**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Vol. IV, No 1, Janvier 1985, 30 p.
- 8- BOUDREAU, Richard, GAGNON, Christiane, KLEIN, Juan-Luis et SAVARD, Francine, **L'ancrage territorial du mouvement associatif en région périphérique**, Notes et rapport de recherche, Vol. 5, No 1, Janvier 1986, 53 p.
- 9- AMÉGAN, Samuel, BLACKBURN, Louis-Marie, BONNEAU, Gilles, BOUCHER, Louis-Philippe et QUELLET, Jacques, **L'école polyvalente Jonquière: modélisation d'un système-école**, Notes et rapport de recherche, Vol. V, No 2, Mai 1986, 109 p.

DOCUMENTS DE TRAVAIL

- 1- DÉSY, Jean, CHARBONNEAU, Roland, GAGNON, Christiane et KLEIN, Juan-Luis, **Groupes populaires et développement régional: Quels liens?**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Document de travail No 1, Mars 1983, 5 p.
- 2- DÉSY, Jean, **L'interdisciplinarité**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Document de travail No 2, Juin 1983, 7 p.
- 3- DÉSY, Jean et GAGNON, Christiane, **Rapport d'une participation à l'atelier de recherche-action dans le cadre du symposium international de recherche-formation en éducation permanente**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Document de travail No 3, Avril 1983, 36 p.
- 4- DUFOUR, Simon, **Réflexions sur la crise économique: éléments d'une approche holistique du développement en région périphérique**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Document de travail No 4, Avril 1984, 25 p.
- 5- BERGERON, Gilles et DÉSY, Jean, **Rapport d'une participation aux tables sectorielles sur l'environnement et le pouvoir régional dans le cadre du Sommet sur l'économie et le développement de la Sagamie**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Document de travail No 5, Décembre 1984, 30 p.
- 6- BERGERON, Gilles, **La contribution du Sommet sur le développement et l'économie de la région O2 à la mise en place d'un processus d'auto-développement régional**, Document de travail No 6, Janvier 1986.

RÉFLEXION SUR LA CRISE ÉCONOMIQUE:
ÉLÉMENTS D'UNE APPROCHE HOLISTIQUE
DU DÉVELOPPEMENT EN RÉGION
PÉRIPHÉRIQUE, SIMON DUFOUR, avril 1984,
Document de travail no 4